

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4868

[2007/203605]

22 NOVEMBRE 2007. — Décret modifiant certaines dispositions
du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article L3111-1, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est remplacé par la disposition suivante :

« Art. L3111-1. § 1^{er}. Le présent Livre, à l'exception du titre V, organise la tutelle administrative ordinaire :

1° sur les communes de la Région wallonne à l'exception des communes de la région de langue allemande et de la ville de Comines-Warнетon;

2° sur les provinces de la Région wallonne;

3° sur les intercommunales et les associations de projet dont le ressort ne dépasse pas les limites de la Région wallonne;

4° sur les zones de police uncommunales et pluricommunales en Région wallonne à l'exception de la zone de police constituée de la ville de Comines-Warнетon;

5° sur les régies communales autonomes;

6° sur les régies provinciales autonomes. »

Art. 2. L'article L3111-2, 3°, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« 3° les pièces justificatives : tous les documents et annexes de nature à étayer un acte administratif. Constitue notamment une pièce justificative, le dossier qui a été soumis aux membres de l'organe qui a adopté la décision ou à l'organe lui-même. »

Art. 3. L'article L3113-1 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement peut autoriser la transmission de l'acte accompagné de ses pièces justificatives à l'autorité de tutelle par la voie électronique conformément aux modalités qu'il détermine. »

Art. 4. L'article L3113-2 du même Code est complété par un alinéa 3, libellé comme suit :

« La computation du délai est suspendue entre le 15 juillet et le 15 août. »

Art. 5. L'article L3115-1, alinéa 2, du même Code est remplacé par le texte suivant :

« L'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai. Le Gouvernement peut organiser la notification par la voie électronique conformément aux modalités qu'il détermine. »

Art. 6. L'article L3116-1 du même Code est remplacé par le texte suivant :

Art. L3116-1. L'autorité de tutelle peut, par arrêté, désigner un commissaire spécial lorsqu'une personne morale de droit public visée à l'article L3111-1, § 1^{er}, reste en défaut de fournir les renseignements et éléments demandés, ou de mettre en exécution les mesures prescrites par les lois, décrets, arrêtés, règlements ou statuts ou par une décision de justice coulée en force de chose jugée. Le commissaire spécial est habilité à prendre toutes les mesures nécessaires en lieu et place de l'autorité défaillante, dans les limites du mandat qui lui a été donné par l'arrêté qui le désigne. »

Art. 7. Le libellé du titre II du Livre 1^{er} de la troisième partie du même Code est modifié comme suit :

"TITRE II. — Tutelle générale d'annulation"

Art. 8. L'article L3122-1 du même Code est remplacé par le texte qui suit :

« Art. L3122-1. Le Gouvernement peut annuler tout ou partie de l'acte par lequel une autorité visée à l'article L3111-1, § 1^{er}, viole la loi ou blesse l'intérêt général. »

Art. 9 Un article L3122-2, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. L3122-2. Les actes des autorités communales et provinciales portant sur les objets suivants sont transmis au Gouvernement, accompagnés de leurs pièces justificatives, dans les quinze jours de leur adoption, et ne peuvent être mis à exécution avant d'avoir été ainsi transmis :

1° le règlement d'ordre intérieur du conseil communal ou provincial, ainsi que ses modifications;

2° l'octroi d'une rémunération, d'un jeton de présence ou d'un avantage de toute nature aux membres du conseil et du collège communal et provincial;

3° l'octroi de rémunérations ou d'avantages de toute nature accordés aux membres du personnel des secrétariats des membres des collèges communaux et provinciaux;

4° a. le choix du mode de passation et l'attribution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant excédant ceux repris au tableau ci-dessous;

b. l'avenant apporté à ces marchés de travaux, de fournitures et de services qui porte au minimum sur 10 % du montant initial du marché;

c. l'avenant apporté à ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des avenants successifs atteint au minimum 10 % du montant initial du marché;

	Adjudication publique/ Appel d'offres général H.T.V.A.	Adjudication restreinte/ Appel d'offres restreint/ Procédure négociée avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	250.000 euros	125.000 euros	62.000 euros
Fournitures et services	200.000 euros	62.000 euros	31.000 euros

5° les subventions au sens de l'article L3331-2 du présent Code ayant pour effet d'accorder au même bénéficiaire un avantage d'une valeur supérieure à 2.500,00 euros indexés au 1^{er} février de chaque année sur la base de l'indice santé du mois de janvier de l'année en cours rapporté à l'indice santé du mois de janvier 2008, au cours du même exercice budgétaire, à moins qu'elles ne soient accordées en vertu des dispositions d'une loi ou d'un décret;

6° les garanties d'emprunts;

7° les taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques et les centimes additionnels au précompte immobilier. »

Art. 10. Un article L3122-3, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. L3122-3. Les délibérations des intercommunales portant sur les objets suivants sont transmises au Gouvernement, accompagnées de leurs pièces justificatives, dans les quinze jours de leur adoption, et ne peuvent être mises à exécution avant d'avoir été ainsi transmises :

1° le plan stratégique;

2° les prises de participation dans toute personne morale de droit public ou de droit privé;

3° les décisions du comité de rémunération et les décisions de l'assemblée générale prises sur recommandation de ce même comité;

4° a. le choix du mode de passation et l'attribution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant excédant ceux repris au tableau ci-dessous;

b. l'avenant apporté à ces marchés de travaux, de fournitures et de services qui porte au minimum sur 10 % du montant initial du marché;

c. l'avenant apporté à ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des avenants successifs atteint au minimum 10 % du montant initial du marché;

	Adjudication publique/ Appel d'offres général H.T.V.A.	Adjudication restreinte/ Appel d'offres restreint/ Procédure négociée avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	250.000 euros	125.000 euros	62.000 euros
Fournitures et services	200.000 euros	62.000 euros	31.000 euros

5° les subventions au sens de l'article L3331-2 du présent Code ayant pour effet d'accorder au même bénéficiaire un montant supérieur à 2.500,00 euros indexés au 1^{er} février de chaque année sur la base de l'indice santé du mois de janvier de l'année en cours rapporté à l'indice santé du mois de janvier 2008, au cours d'un même exercice comptable, à moins qu'elles ne soient accordées en vertu des dispositions d'une loi ou d'un décret;

6° la désignation des membres du collège des contrôleurs aux comptes;

7° la composition physique des organes de gestion;

8° les règlements d'ordre intérieur des organes de gestion;

9° les garanties d'emprunts. »

Art. 11. Un article L3122-4, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. L3122-4. Les délibérations des associations de projet, des régies communales et provinciales autonomes portant sur les objets suivants sont transmises au Gouvernement, accompagnées de leurs pièces justificatives, dans les quinze jours de leur adoption, et ne peuvent être mises à exécution avant d'avoir été transmises :

1° la composition physique des organes de gestion;

2° la désignation des membres du collège des commissaires et/ou du réviseur membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises;

3° l'octroi d'une rémunération, d'un jeton de présence ou d'un avantage de toute nature aux membres des organes de gestion. »

Art. 12. Un article L3122-5, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. L3122-5. Le Gouvernement peut réclamer aux autorités visées à l'article L3111-1, § 1^{er}, la transmission de toute délibération qu'il désigne, accompagnée de ses pièces justificatives. »

Art. 13. Un article L3122-6, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. L3122-6. Le Gouvernement prend sa décision dans les trente jours de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives.

Il peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir, d'une durée maximale égale à la moitié de ce délai.

L'acte n'est plus susceptible d'annulation si le Gouvernement n'a pas notifié sa décision dans le délai. »

Art. 14. Le libellé du titre III du Livre I^{er} de la troisième partie du même Code est modifié comme suit :

"TITRE III. — Tutelle spéciale d'approbation"

Art. 15. § 1^{er}. L'article L3131-1, § 1^{er}, du même Code est modifié comme suit :

1. le 2 est remplacé comme suit :

« 2° les dispositions générales en matière de personnel occupé au sein de l'administration à l'exception des dispositions touchant au personnel enseignant subventionné et au régime de pension des agents de la commune; »;

2. le 3 est remplacé comme suit :

« 3° les règlements relatifs aux redevances et aux taxes communales à l'exception des taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques et des centimes additionnels au précompte immobilier; »;

3. le 5 est abrogé;

4. les 7 et 8 sont abrogés.

§ 2. L'article L3131-1, § 2, du même Code est modifié comme suit :

1. le 2° est remplacé comme suit :

« 2° les dispositions générales en matière de personnel occupé au sein de l'administration à l'exception des dispositions touchant au personnel enseignant subventionné et au régime de pension des agents de la province; »;

2. le 3 est remplacé comme suit :

« 3° les règlements relatifs aux redevances et aux taxes provinciales à l'exception des centimes additionnels au précompte immobilier; »;

3. le 5 est remplacé comme suit :

« 5° les comptes annuels de la province et des régies provinciales; »;

4. les 6 et 7 sont abrogés.

§ 3. Au § 3, les mentions figurant actuellement aux points 1°, 3°, 5° et 6° sont abrogées.

§ 4. Au même article, est inséré un § 4, libellé comme suit :

« § 4. Sont soumis à l'approbation du Gouvernement :

1° les actes des autorités communales et provinciales ayant pour objet la création et la prise de participation dans les intercommunales, les régies communales et provinciales autonomes et les associations de projet;

2° les actes des autorités communales et provinciales ayant pour objet la mise en régie communale ou provinciale, la délégation de gestion à une intercommunale, association de projet, régie communale ou provinciale autonome, à toute autre association ou société de droit public ou de droit privé ou à une personne physique;

3° les actes des autorités communales et provinciales ayant pour objet la création et la prise de participation à une association ou société de droit public ou de droit privé, autre qu'intercommunale ou association de projet, susceptible d'engager les finances communales ou provinciales;

4° les actes des autorités communales et provinciales ayant pour objet l'adoption des statuts et des modifications de ceux-ci des régies communales et provinciales autonomes et des associations de projet;

5° les actes des organes des intercommunales ayant pour objet l'adoption de leurs statuts et des modifications de ceux-ci. »

§ 5. Au même article, est inséré un § 5, libellé comme suit :

« § 5. Pour les actes visés au § 1^{er}, 1° à 4°, au § 2, 1° à 4°, au § 3, 4°, et au § 4, l'approbation peut être refusée pour violation de la loi et lésion de l'intérêt général.

Pour les actes visés au § 1^{er}, 6°, au § 2, 5°, et au § 3, 2°, l'approbation ne peut être refusée que pour violation de la loi. »

Art. 16. L'article L3132-1, § 2, du même Code est modifié de la façon suivante :

« § 2. Les actes visés à l'article L3131-1, §§ 2 à 4, accompagnés de leurs pièces justificatives sont transmis au Gouvernement dans les quinze jours de leur adoption. »

Art. 17. L'article L3132-1, § 4, alinéa 1^{er}, du même Code est complété de la façon suivante :

« Le délai est porté à quarante jours en ce qui concerne les actes visés à l'article L3131-1, § 1^{er}, 6°, § 2, 5°, et § 3, 2°. »

Art. 18. Un article L3132-2, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. L3132-2. Les actes visés à l'article L3131-1, § 1^{er}, 6°, § 2, 1°, sont transmis à l'autorité de tutelle accompagnés de l'ensemble des documents fournis par les bénéficiaires des subventions accordées par la commune, la province ou l'intercommunale, en application des articles L3331-1 à L3331-9 du présent Code. »

Art. 19. L'article L3133-1, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code est abrogé et remplacé comme suit :

« Le recours est notifié par le gouverneur au collège provincial et à la commune dans le délai fixé à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 20. Il est ajouté au chapitre 3 du titre II du Livre I^{er} de la première partie du même Code la section suivante :

« Section 8. — Des secrétariats des membres du collège communal

Art. L1123-31. Chaque membre du collège communal peut être assisté par un secrétaire. Le conseil communal règle la composition et le financement des secrétariats, ainsi que le mode de recrutement, le statut administratif, la rémunération et les indemnités éventuelles des collaborateurs des secrétariats. »

Art. 21. Disposition transitoire.

Les délibérations, résolutions, décisions et actes pris par les communes, provinces, intercommunales, régies communales et provinciales autonomes et les associations de projet avant l'entrée en vigueur du présent décret restent soumis aux dispositions légales qui étaient en vigueur en la matière avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 22. Le présent décret entre en vigueur le trentième jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 novembre 2007.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

(1) Session 2007-2008.

Documents du Parlement wallon, 648 (2007-2008), n^{os} 1 à 9.

Compte rendu intégral, séance publique du 21 novembre 2007.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4868

[2007/203605]

22. NOVEMBER 2007 — Dekret zur Abänderung bestimmter Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel L3111-1 § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. L3111-1 - § 1 - Mit Ausnahme des Titels V regelt das vorliegende Buch die gewöhnliche Verwaltungsaufsicht: 1° über die Gemeinden der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Gemeinden des deutschen Sprachgebiets und der Stadt Comines-Warneton;

2° über die Provinzen der Wallonischen Region;

3° über die Interkommunalen und die Projektvereinigungen, deren Gebiet die Grenzen der Wallonischen Region nicht überschreitet;

4° über die einzelgemeindlichen und mehrgemeindlichen Polizeizonen in der Wallonischen Region, mit Ausnahme der konstituierten Polizeizone der Stadt Comines-Warneton;

5° über die autonomen Gemeinderegien;

6° über die autonomen Provinzialregionen.»

Art. 2 - Artikel L3111-2 3° desselben Kodex wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«3° die Belege: alle Schriftstücke oder Anlagen, durch die die Amtshandlung belegt werden kann. Als Beleg wird insbesondere die Akte gewertet, die den Mitgliedern des beschlussfassenden Organs oder dem Organ selbst unterbreitet worden ist.»

Art. 3 - Art. L3113-1 desselben Kodex wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

«Die Regierung kann die Übermittlung der Amtshandlung gemeinsam mit allen Belegen an die Aufsichtsbehörde auf elektronischem Wege nach den von ihr festgelegten Modalitäten genehmigen.»

Art. 4 - Art. L3113-2 desselben Kodex wird durch einen Absatz 3 mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«Die Berechnung der Fristen wird zwischen dem 15. Juli und dem 15. August ausgesetzt.»

Art. 5 - Art. L3115-1 Absatz 2 desselben Kodex wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Unter Gefahr der Nichtigkeit hat diese Zustellung spätestens am Tag, an dem die Frist abläuft, zu erfolgen. Die Regierung kann die Übermittlung auf elektronischem Wege nach den von ihr festgelegten Modalitäten genehmigen.»

Art. 6 - Art. L3116-1 desselben Kodex wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. L3116-1 - Die Aufsichtsbehörde kann durch einen Erlass einen Sonderkommissar bezeichnen, wenn eine in Artikel L3111-1 § 1 erwähnte juristische Person öffentlichen Rechts es versäumt, die verlangten Auskünfte und Angaben zu erteilen oder die Maßnahmen durchzuführen, die durch die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Verordnungen oder Satzungen, bzw. durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss vorgeschrieben sind. Der Sonderkommissar ist befugt, an die Stelle der säumigen Behörde zu treten und alle notwendigen Maßnahmen zu treffen im Rahmen des Mandats, das ihm durch den Erlass erteilt worden ist, durch den er bezeichnet worden ist.»

Art. 7 - Die Bezeichnung des Titels II des ersten Buches des dritten Teils desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

“TITEL II — Allgemeine Annullierungsaufsicht”

Art. 8 - Art. L3122-1 desselben Kodex wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. L3122-1 - Die Regierung kann jede Amtshandlung einer der in Artikel L3111-1 § 1 erwähnten Behörde, die gegen das Gesetz verstößt oder das allgemeine Interesse verletzt, ganz oder teilweise annullieren.

Art. 9 - In denselben Kodex wird ein Artikel L3122-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. L3122-2 - Die Amtshandlungen der Gemeinde- und Provinzbehörden, die sich auf die nachfolgenden Bereiche beziehen, werden innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Datum ihrer Verabschiedung gemeinsam mit ihren Belegen an die Regierung übermittelt. Sie dürfen nicht ausgeführt werden, bevor diese Übermittlung stattgefunden hat:

1° die Geschäftsordnung des Gemeinderates oder des Provinzialrates sowie deren Abänderungen;

2° Die Gewährung eines Gehalts, eines Anwesenheitsgelds oder einer Sachvergütung an die Mitglieder des Rates und des Gemeinde- und Provinzkollegiums;

3° Die Gewährung von Gehältern oder Sachvergütungen an die Personalmitglieder der Sekretariate der Mitglieder der Gemeinde- und Provinzkollegien;

4° a. die Wahl des Verfahrens für den Abschluss und die Vergabe von öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen über einen Betrag, der die in der nachstehenden Tabelle festgelegten Beträge übersteigt;

b. der Nachtrag zu diesen öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen, der wenigstens 10% des ursprünglichen Betrags des Auftrags betrifft;

c. der Nachtrag zu diesen öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen, dessen Betrag zusammen mit den Beträgen der aufeinanderfolgenden Nachträge wenigstens 10% des ursprünglichen Betrags des Auftrags erreicht;

	Öffentliche Ausschreibung/ Allgemeiner Angebotsaufruf exkl. MwSt.	Beschränkte Ausschreibung/ Beschränkter Angebotsaufruf/ Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung	Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung
Arbeiten	250.000 Euro	125.000 Euro	62.000 Euro
Lieferungen und Dienstleistungen	200.000 Euro	62.000 Euro	31.000 Euro

5° die Subventionen im Sinne von Artikel L3331-2 des vorliegenden Kodex, die zur Folge haben, dass ein und demselben Begünstigten im Laufe ein und desselben Haushaltsjahres ein Vorteil gewährt wird, dessen Wert 2.5000,00 Euro übersteigt, wobei diese Summe am 1. Februar eines jeden Jahres indexiert wird auf der Grundlage des Gesundheitsindex für Januar des laufenden Jahres, gebunden an den Gesundheitsindex des Monats Januar 2008, es sei denn diese Subventionen werden im Rahmen von Bestimmungen eines Gesetzes oder eines Dekrets gewährt;

6° die für Anleihen geleisteten Sicherheiten;

7° die Zuschlagsteuern auf Steuern der natürlichen Personen und die Zuschlagshundertstel zum Immobilienvorabzug.»

Art. 10 - Ein Artikel L3122-3 mit folgendem Wortlaut wird in denselben Kodex eingefügt:

«Art. L3122-3 - Die Beratungen der Interkommunalen, die sich auf die nachfolgenden Bereiche beziehen, werden innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag ihrer Verabschiedung gemeinsam mit ihren Belegen an die Regierung übermittelt. Sie dürfen nicht ausgeführt werden, bevor diese Übermittlung stattgefunden hat:

1° der strategische Plan;

2° die Beteiligungen an jeglichen juristischen Personen öffentlichen oder privaten Rechts;

3° die Beschlüsse des Entlohnungsausschusses und die Beschlüsse der Generalversammlung, die auf Empfehlung dieses Ausschusses gefasst werden;

4° a. die Wahl des Verfahrens für den Abschluss und die Vergabe von öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen über einen Betrag, der die in der nachstehenden Tabelle festgelegten Beträge übersteigt;

b. der Nachtrag zu diesen öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen, der wenigstens 10% des ursprünglichen Betrags des Auftrags betrifft;

c. der Nachtrag zu diesen öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen, dessen Betrag zusammen mit den Beträgen der aufeinanderfolgenden Nachträge wenigstens 10% des ursprünglichen Betrags des Auftrags erreicht;

	Öffentliche Ausschreibung/ Allgemeiner Angebotsaufruf Exkl. MwSt.	Beschränkte Ausschreibung/ Beschränkter Angebotsaufruf/ Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung	Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung
Arbeiten	250.000 Euro	125.000 Euro	62.000 Euro
Lieferungen und Dienstleistungen	200.000 Euro	62.000 Euro	31.000 Euro

5° die Subventionen im Sinne von Artikel L3331-2 des vorliegenden Kodex, die zur Folge haben, dass ein und demselben Begünstigten im Laufe ein und desselben Rechnungsjahres ein Betrag gewährt wird, der 2.5000,00 Euro übersteigt, wobei diese Summe am 1. Februar eines jeden Jahres indexiert wird auf der Grundlage des Gesundheitsindex für Januar des laufenden Jahres, gebunden an den Gesundheitsindex des Monats Januar 2008, es sei denn diese Subventionen werden im Rahmen von Bestimmungen eines Gesetzes oder eines Dekrets gewährt;

6° die Bezeichnung der Mitglieder des Kollegiums der Bücherrevisoren;

7° die physische Zusammensetzung der Verwaltungsorgane;

8° die allgemeinen Dienstordnungen der Verwaltungsorgane;

9° die für Anleihen geleisteten Sicherheiten.»

Art. 11 - Ein Artikel L3122-4 mit folgendem Wortlaut wird in denselben Kodex eingefügt:

«Art. L3122-4 - Die Beratungen der Projektvereinigungen, der autonomen Gemeinde- und Provinzialregionen, die sich auf die nachfolgenden Bereiche beziehen, werden innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag ihrer Verabschiedung gemeinsam mit ihren Belegen an die Regierung übermittelt. Sie dürfen nicht ausgeführt werden, bevor diese Übermittlung stattgefunden hat:

1° die physische Zusammensetzung der Verwaltungsorgane;

2° die Bezeichnung der Mitglieder des Kollegiums der Kommissare und/oder des Revisors, der Mitglied des Instituts der Betriebsrevisoren ist;

3° die Gewährung eines Gehalts, eines Anwesenheitsgelds oder einer Sachvergütung an die Mitglieder der Verwaltungsorgane.»

Art. 12 - Ein Artikel L3122-5 mit folgendem Wortlaut wird in denselben Kodex eingefügt:

«Art. L3122-5 - Die Regierung darf die in Artikel L3111-1 § 1 erwähnten Behörden auffordern, jegliche Beratung, die sie benennt, mit ihren Belegen zu übermitteln.»

Art. 13 - Ein Artikel L3122-6 mit folgendem Wortlaut wird in denselben Kodex eingefügt:

«Art. L3122-6 - Die Regierung trifft ihren Beschluss innerhalb von dreißig Tagen nach Zustellung der Amtshandlung und der Belege.

Sie ist berechtigt, die Frist, über die sie zur Ausübung ihrer Zuständigkeit verfügt, zu verlängern, und zwar um eine Dauer, die höchstens der Hälfte der ihr eingangs eingeräumten Frist entspricht.

Die Amtshandlung kann nicht mehr annulliert werden, wenn die Regierung ihren Beschluss innerhalb der Frist nicht mitgeteilt hat.»

Art. 14 - Die Bezeichnung des Titels III des ersten Buches des dritten Teils desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

“TITEL III — Besondere Genehmigungsaufsicht“

Art. 15 - § 1 - Artikel L3131-1 § 1 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1. der Punkt 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«2° die allgemeinen Bestimmungen zu Fragen, die das innerhalb der Verwaltung beschäftigte Personal betreffen, mit Ausnahme der Bestimmungen, die das bezuschusste Lehrpersonal und die gesetzliche Pensionsregelung der Bediensteten der Gemeinde betreffen;»;

2. Punkt 3 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«3° die Regelungen über die Gebühren und die gemeindlichen Steuern mit Ausnahme der Zuschlagsteuern auf Steuern der natürlichen Personen und der Zuschlagshundertstel zum Immobilienvorabzug;»;

3. Punkt 5 wird außer Kraft gesetzt;

4. die Punkte 7 und 8 werden außer Kraft gesetzt.

§ 2 - Artikel L3131-1 § 2 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1. Punkt 2° wird durch Folgendes ersetzt:

«2° die allgemeinen Bestimmungen zu Fragen, die das innerhalb der Verwaltung beschäftigte Personal betreffen, mit Ausnahme der Bestimmungen, die das bezuschusste Lehrpersonal und die gesetzliche Pensionsregelung der Bediensteten der Provinz betreffen;»;

2. Punkt 3 wird durch Folgendes ersetzt:

«3° die Regelungen über die Gebühren und die provinziellen Steuern mit Ausnahme der Zuschlagshundertstel zum Immobilienvorabzug;»;

3. Punkt 5 wird durch Folgendes ersetzt:

«5° die Jahresabschlüsse der Provinz und der Provinzialregion;»;

4. die Punkte 6 und 7 werden außer Kraft gesetzt.

§ 3 - In § 3 werden die in Punkten 1°, 3°, 5° und 6° angeführten Angaben außer Kraft gesetzt.

§ 4 - In denselben Artikel wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt.

«§ 4 - Folgendes wird der Regierung zur Zustimmung vorgelegt:

1° die Amtshandlungen der Gemeinde- und Provinzbehörden, die die Schaffung der Interkommunalen, der autonomen Gemeinde- und Provinzialregion und der Projektvereinigungen sowie die Beteiligung in diesen zum Gegenstand haben;

2° die Amtshandlungen der Gemeinde- und Provinzbehörden, die die Bildung einer Gemeinde- oder Provinzialregion, die Übertragung von Verwaltungsaufgaben auf eine Interkommunale, eine Projektvereinigung, eine autonome Gemeinde- oder Provinzialregion, oder auf eine sonstige Vereinigung oder eine Gesellschaft öffentlichen oder privaten Rechts oder auf eine natürliche Person zum Gegenstand haben;

3° die Amtshandlungen der Gemeinde- und Provinzbehörden, die die Schaffung einer Vereinigung oder Gesellschaft öffentlichen oder privaten Rechts, mit Ausnahme einer Interkommunale oder Projektvereinigung, bei der Kosten zu Lasten des Gemeinde- oder Provinzialhaushalts entstehen könnten, sowie die Beteiligung in diesen zum Gegenstand haben;

4° die Amtshandlungen der Gemeinde- und Provinzbehörden, die die Verabschiedung der Satzungen der autonomen Gemeinde- und Provinzialregion und der Projektvereinigungen sowie die in diesen vorgenommenen Abänderungen zum Gegenstand haben;

5° die Amtshandlungen der Organe der Interkommunalen, die die Verabschiedung ihrer Satzungen und die in ihnen vorgenommenen Abänderungen zum Gegenstand haben.»

§ 5 - In denselben Artikel wird ein Absatz 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt.

«§ 5 - Für die in § 1 1° bis 4° in § 2 1° bis 4°, in § 3 4° und in § 4 angeführten Amtshandlungen kann die Genehmigung verweigert werden, wenn gegen das Gesetz verstoßen wird oder das allgemeine und regionale Interesse verletzt wird.

Für die in § 1 6° in § 2 5° und in § 3 2° angeführten Amtshandlungen kann die Genehmigung nur verweigert werden, wenn gegen das Gesetz verstoßen wird.»

Art. 16 - Artikel L3132-1 § 2 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

«§ 2 - Die in Artikel L3131-1 § 2 bis § 4 angeführten Amtshandlungen werden innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag ihrer Verabschiedung gemeinsam mit ihren Belegen an die Regierung übermittelt.»

Art. 17 - Artikel L3132-1 § 4 1. Absatz 1 desselben Kodex wird wie folgt ergänzt:

«Was die in Artikel L3131-1 § 1 6°, § 2 5° und § 3 2° angeführten Amtshandlungen betrifft, wird die Frist auf vierzig Tage verlängert.»

Art. 18 - Ein Artikel L3132-2 mit folgendem Wortlaut wird in denselben Kodex eingefügt:

«Art. L3132-2 - Die in Artikel L3131-1 § 1 6°, § 2 1° angeführten Amtshandlungen werden in Anwendung der Artikel L3331-1 bis L3331-9 des vorliegenden Kodex der Aufsichtsbehörde gemeinsam mit den gesamten Unterlagen, die von den Begünstigten der von der Gemeinde, der Provinz oder der Interkommunale gewährten Subventionen vorgelegt werden, übermittelt.»

Art. 19 - Artikel L3133-1 § 1. Absatz 2 desselben Kodex wird außer Kraft gesetzt und wie folgt ersetzt:

«Der Gouverneur notifiziert dem Provinzkollegium und der Gemeinde diesen Einspruch innerhalb der in Absatz 1 festgelegten Frist.»

Art. 20 - Dem Kapitel 3 des Titels II des Buches I des ersten Teils desselben Kodex wird der folgende Abschnitt zugefügt:

« *Abschnitt 8* — Sekretariate der Mitglieder des Gemeindegremiums

Art. L1123-31 - Jedes Mitglied des Gemeindegremiums kann auf den Beistand eines Sekretariats zurückgreifen. Der Gemeinderat legt die Zusammensetzung und die Finanzierung der Sekretariate sowie das Anwendungsverfahren, das Verwaltungsstatut, die Entlohnung und die eventuellen Entschädigungen für die Sekretariatsmitarbeiter fest.»

Art. 21 - Übergangsbestimmung.

Die Beratungen, Beschlüsse, Entscheidungen und Amtshandlungen, die von den Gemeinden, Provinzen, Interkommunalen, autonomen Gemeinde- und Provinzialregien und den Projektvereinigungen vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets gefasst werden, unterliegen weiterhin den gesetzlichen Bestimmungen, die in diesem Bereich vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses wirksam waren.

Art. 22 - Das vorliegende Dekret tritt am dreißigsten Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 22. November 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
P. MAGNETTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

(1) Sitzung 2007-2008

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 648 (2007-2008) Nrn. 1 bis 9

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 21. November 2007.

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4868

[2007/203605]

22 NOVEMBER 2007. — Decreet houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel L3111-1, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt vervangen als volgt :

« Art. L3111-1. § 1. Dit boek, met uitzondering van titel V, regelt het gewone administratieve toezicht :

« 1° over de gemeenten van het Waalse Gewest, met uitzondering van de gemeenten van het Duitstalige taalgebied en de stad Komen-Waasten;

2° over de provincies van het Waalse Gewest;

3° over de intercommunales en de projectverenigingen waarvan het ambtsgebied de grenzen van het Waalse Gewest niet overschrijdt;

4° over de eengemeente- en meergemeentenpolitiezones in het Waalse Gewest, met uitzondering van de politiezone van Komen-Waasten;

5° over de autonome gemeentebedrijven;

6° over de autonome provinciebedrijven. »

Art. 2. Artikel L3111-2, 3°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° de bewijsstukken : alle documenten en bijlagen waarmee een administratieve akte bewezen kan worden. Het dossier dat voorgelegd wordt aan de leden van het orgaan dat de beslissing aangenomen heeft of aan het orgaan zelf, is onder meer een bewijsstuk. »

Art. 3. Artikel L3113-1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Regering kan toelaten dat de akte, samen met de bewijsstukken ervan, elektronisch overgezonden wordt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig de door haar bepaalde nadere regels. »

Art. 4. Artikel L3113-2 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid 3, luidend als volgt :

« De berekening van de termijn wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus. »

Art. 5. Artikel L3115-1, lid 2, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« De verzending van de kennisgeving gebeurt op straffe van nietigheid uiterlijk op de vervalddag van de termijn. De Regering kan de kennisgeving op elektronische wijze regelen overeenkomstig de door haar bepaalde nadere regels. »

Art. 6. Artikel L3116-1 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. L3116-1. De toezichthoudende overheid mag, bij besluit, een bijzondere commissaris aanwijzen wanneer een publiekrechtelijke rechtspersoon zoals bepaald in artikel L3111-1, § 1, verzuimt de aangevraagde inlichtingen en elementen te verstrekken of de voorschriften van de wetten, decreten, besluiten, regelingen of statuten, of van een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing uit te voeren. De bijzondere commissaris is gemachtigd om alle maatregelen te treffen in de plaats van de in gebreke gebleven overheid, binnen de perken van het mandaat dat hem bij het aanwijzingsbesluit is toegekend. »

Art. 7. De tekst van titel II van Boek I van het derde deel van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

“TITEL II. — Algemeen vernietigingstoezicht”

Art. 8. Artikel L3122-1 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. L3122-1. De Regering kan de akte geheel of gedeeltelijk vernietigen, waarbij een overheid zoals bedoeld in artikel L3111-1, § 1, de wet schendt of het algemeen en gewestelijk belang schaadt. »

Art. 9. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3122-2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. L3122-2. De akten van de gemeentelijke en provinciale overheden met hiernavolgende inhoud worden aan de Regering overgezonden, samen met hun bewijsstukken, binnen vijftien dagen vanaf hun aanneming, en mogen niet ten uitvoer worden gelegd vóór ze aldus werden overgezonden :

1° het huishoudelijk reglement van de gemeente- of de provincieraad, en de wijzigingen ervan;

2° de toekenning van een vergoeding, aanwezigheidsgeld of een voordeel van allerlei aard aan de leden van de gemeente- of provincieraad of van het gemeente- of provinciecollege;

3° de toekenning van vergoedingen of voordelen van allerlei aard, toegekend aan de leden van het personeel van het secretariaat van de gemeente- of provinciecolleges;

4° a. de keuze van de gunningswijze en de toekenning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten met een bedrag hoger dan de bedragen vermeld in onderstaande tabel;

b. het aanhangsel bij die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten die het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met minimum 10 % wijzigen;

c. het aanhangsel bij die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het samengetelde bedrag van de opeenvolgende aanhangsels minimum 10 % van het oorspronkelijke bedrag van de overheidsopdracht wijzigt;

	Openbare aanbesteding/ Algemene offerteaanvraag/ BTW niet meegerekend	Beperkte aanbesteding/ Beperkte offerteaanvraag/ Onderhandelingsproce- dure met bekendmaking	Onderhandelingsproce- dure zonder bekend- making
Werken	250.000 euro	125.000 euro	62.000 euro
Leveringen en diensten	200.000 euro	62.000 euro	31.000 euro

5° de subsidies in de zin van artikel L3331-2 van dit Wetboek die tot gevolg hebben dat aan dezelfde begunstigde een voordeel toegekend wordt met een bedrag hoger dan 2.500,00 euro geïndexeerd op jaarlijks 1 februari op grond van de gezondheidsindex van de maand januari van het lopende jaar in verhouding tot de gezondheidsindex van de maand januari 2008, tijdens hetzelfde begrotingsjaar, tenzij zij toegekend worden krachtens wets- of decreetbepalingen;

6. de leningswaarborgen;

7° de opcentiemen op de personenbelasting en de opcentiemen op de onroerende voorheffing. »

Art. 10. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3122-3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. L3122-3. De besluiten van de intercommunales met hiernavolgende inhoud worden aan de Regering overgezonden, samen met hun bewijsstukken, binnen vijftien dagen vanaf hun aanneming, en mogen niet ten uitvoer worden gelegd vóór ze aldus werden overgezonden :

1° het beleidsplan;

2° de participaties in elke publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon;

3° de beslissingen van het vergoedingscomité en de beslissingen van de algemene vergadering getroffen op aanbeveling van dat comité;

4° a. de keuze van de gunningswijze en de toekenning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten met een bedrag hoger dan de bedragen vermeld in onderstaande tabel;

b. het aanhangsel bij die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten die het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met minimum 10 % wijzigen;

c. het aanhangsel bij die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het samengetelde bedrag van de opeenvolgende aanhangsels minimum 10 % van het oorspronkelijke bedrag van de overheidsopdracht wijzigt;

	Openbare aanbesteding/ Algemene offerteaanvraag/ BTW niet meegerekend	Beperkte aanbesteding/ Beperkte offerteaanvraag/ Onderhandelingsproce- dure met bekendmaking	Onderhandelingsproce- dure zonder bekendma- king
Werken	250.000 euro	125.000 euro	62.000 euro
Leveringen en diensten	200.000 euro	62.000 euro	31.000 euro

5° de subsidies in de zin van artikel L3331-2 van dit Wetboek die tot gevolg hebben dat aan dezelfde begunstigde een bedrag toegekend wordt hoger dan 2.500,00 euro geïndexeerd op jaarlijks 1 februari op grond van de gezondheidsindex van de maand januari van het lopende jaar in verhouding tot de gezondheidsindex van de maand januari 2008, tijdens hetzelfde begrotingsjaar, tenzij zij toegekend worden krachtens wets- of decreetbepalingen;

6° de aanwijzing van de leden van het college van de controleurs der rekeningen;

7° de fysieke samenstelling van de beheersorganen;

8° de huishoudelijke reglementen van de beheersorganen;

9. de leningswaarborgen. »

Art. 11. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3122-4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. L3122-4. De besluiten van de projectverenigingen, autonome gemeente- en provinciebedrijven met hiernavolgende inhoud worden aan de Regering overgezonden, samen met hun bewijsstukken, binnen vijftien dagen vanaf hun goedkeuring, en mogen niet ten uitvoer worden gelegd vóór ze aldus werden overgezonden :

1° de fysieke samenstelling van de beheersorganen;

2° de aanwijzing van de leden van het college der commissarissen en/of van de revisor lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren;

3° de toekenning van een vergoeding, aanwezigheidsgeld of een voordeel van allerlei aard aan de leden van de beheersorganen. »

Art. 12. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3122-5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. L3122-5. De Regering kan van de overheden bedoeld in artikel L3111-1, § 1, eisen dat elk besluit dat zij vernoemt, samen met de bewijsstukken wordt overgemaakt. »

Art. 13. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3122-6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. L3122-6. De Regering neemt haar beslissing binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van de akte en van haar bewijsstukken.

Zij kan de haar toebedeelde termijn om haar bevoegdheid uit te oefenen, maximaal verlengen met de helft van de duur van die termijn.

De akte kan niet meer vernietigd worden als de Regering binnen die termijn niet kennis gegeven heeft van haar beslissing. »

Art. 14. De tekst van titel III van Boek I van het derde deel van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

“TITEL III. — Bijzonder goedkeuringstoezicht”

Art. 15. § 1. Artikel L3131-1, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1. 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° de algemene bepalingen inzake het personeel dat in het bestuur is tewerkgesteld, met uitzondering van de bepalingen betreffende het gesubsidieerde onderwijzend personeel en de pensioenregeling van de gemeentelijke ambtenaren; »;

2. 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° de reglementen betreffende de gemeentereducties en -belastingen, met uitzondering van de opcentiemen op de personenbelasting en de opcentiemen op de onroerende voorheffing; »;

3. 2° 5° wordt opgeheven.

4. 7° en 8° worden opgeheven.

§ 2. Artikel L3131-1, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1. 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° de algemene bepalingen inzake het personeel dat in het bestuur is tewerkgesteld, met uitzondering van de bepalingen betreffende het gesubsidieerde onderwijzend personeel en de pensioenregeling van de provincie-ambtenaren; »;

2. 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° de reglementen inzake de provinciereducties en -belastingen, met uitzondering van de opcentiemen op de onroerende voorheffing; »;

3. 5° wordt vervangen als volgt :

« 5° de jaarrekeningen van de provincie en van de provinciebedrijven; »;

4. 6° en 7° worden opgeheven.

§ 3. In § 3 wordt de inhoud van huidige punten 1°, 3°, 5° en 6° opgeheven.

§ 4. In hetzelfde artikel wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Aan de goedkeuring van de Regering worden voorgelegd :

1° de akten van de gemeentelijke en provinciale overheden met als doel en de oprichting van en de participatie in intercommunales, autonome gemeente- en provinciebedrijven en projectverenigingen;

2. de akten van de gemeentelijke en provinciale overheden met als doel het toevertrouwen van taken aan gemeente- of provinciebedrijven, de delegatie van beheertaken aan een intercommunale, een projectvereniging, een autonoom gemeente- of provinciebedrijf of aan elke andere publiek- of privaatrechtelijke vereniging of vennootschap of aan een natuurlijke persoon;

3° de akten van de gemeentelijke en provinciale overheden met als doel de oprichting van en de participatie in een publiek- of privaatrechtelijke vereniging of vennootschap ander dan intercommunale of projectvereniging, die de gemeentelijke of provinciale financiën;

4° de akten van de gemeentelijke en provinciale overheden met als doel de aanneming van de statuten van de autonome gemeente- en provinciebedrijven en de projectverenigingen en de wijzigingen ervan;

5° de akten van de organen van de intercommunales met als doel de aanneming van hun statuten en de wijzigingen ervan. »

§ 5. In hetzelfde artikel wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt :

“ § 5. Wat betreft de akten bedoeld in § 1, 1° tot 4°, in § 2, 1° tot 4° en in § 3, 4°, en in § 4, mag de goedkeuring geweigerd worden als zij de wet schenden of het algemeen belang schaden.

Wat betreft de akten bedoeld in § 1, 6°, in § 2, 5°, en in § 3, 2°, mag de goedkeuring alleen wegens schending van de wet geweigerd worden. »

Art. 16. Artikel L3132-1, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

« § 2. De in artikel L3131-1, §§ 2 en 4, bedoelde akten worden, samen met hun bewijsstukken, overgezonden aan de Regering binnen vijftien dagen vanaf hun aanneming. »

Art. 17. Artikel L3132-1, § 4, lid 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De termijn wordt op veertig dagen gebracht wat betreft de akten bedoeld in artikel L3131-1, § 1, 6°, § 2, 5°, en § 3, 2°. »

Art. 18. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3132-2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. L3132-2. De akten bedoeld in artikel L3131-1, § 1, 6°, § 2, 1°, worden aan de toezichthoudende overheid overgezonden samen met alle stukken aangereikt door de begunstigden van de subsidies toegekend door de gemeente, de provincie of de intercommunale, overeenkomstig de artikelen L3331-1 tot L3331-9 van dit Wetboek. »

Art. 19. Artikel L3133-1, § 1, lid 2, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven en vervangen als volgt :

« Kennis van dit beroep wordt door de gouverneur gegeven aan het provinciecollege en aan de gemeente binnen de in het eerste lid vastgestelde termijn. »

Art. 20. Volgende afdeling wordt toegevoegd aan hoofdstuk 3 van titel II van Boek I van Deel I van hetzelfde Wetboek :

« *Afdeling 8.* — Secretariaten van de leden van het gemeentecollege

Art. L1123-31. - Elk lid van het gemeentecollege kan bijgestaan worden door een secretariaat. De gemeenteraad regelt de samenstelling en de financiering van de secretariaten, alsook de wijze van aanwerving, het administratief statuut, de bezoldiging en de eventuele vergoedingen van de secretariaatsmedewerkers. »

Art. 21. Overgangsbepaling.

De beraadslagingen, besluiten, beslissingen en akten die de gemeenten, provincies, intercommunales, autonome gemeente- en provinciebedrijven en de projectverenigingen genomen hebben vóór de inwerkingtreding van voorliggend decreet, blijven vallen onder de wetsbepalingen die terzake golden voor inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 22. Dit decreet treedt in werking de dertigste dag volgend op bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 november 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waalse Parlement 648, (2007-2008), nrs. 1 tot 9.

Volledige bespreking, openbare vergadering van 21 november 2007.

Bespreking - Stemmingen.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4869

[2007/203603]

25 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71, (CE) n° 2529/2001 et n° 2183/2005, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 552/2007 de la Commission du 22 mai 2007;

Vu le Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 608/2007 de la Commission du 1^{er} juin 2007;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 972/2007 de la Commission du 20 août 2007;

Vu le Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aides prévus aux titres IV et IVbis dudit règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 993/2007 de la Commission du 27 août 2007;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, point 1^o, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001;